

EMPLOI

DEMANDE DE TRAVAIL NON COMBLÉE

— Mariella Collini

Statistique Canada, au moyen de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), diffuse depuis quelques années des données trimestrielles régionalisées pour déterminer les pressions exercées sur le marché du travail. À partir de cette enquête, voyons quelques données récentes sur l'évolution des postes vacants à l'échelle régionale.

L'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) révèle que les employeurs de la région ont déclaré quelque 1 785 postes vacants au quatrième trimestre de 2017. Il s'agit d'une progression importante de quelque 630 postes vacants de plus par rapport à celui de la même période un an plus tôt. Le taux de postes vacants, c'est-à-dire la proportion de postes inoccupés par rapport à l'ensemble des emplois salariés disponibles, a augmenté de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 2,5 % au terme de l'année 2017. Comme l'indique le tableau, il s'agit du sixième trimestre de suite au cours duquel la tendance était à la hausse (postes vacants et taux) par rapport à l'année précédente à pareille date.

Si l'on regarde plutôt le dernier trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de la même année, on constate une diminution de l'ordre de 750 postes vacants dans la région. Il s'agit de la même tendance pour

les mêmes trimestres en 2016 et 2015. Il est plausible que ces baisses d'un trimestre à l'autre s'expliquent par les tendances saisonnières en matière de recrutement.

AILLEURS AU QUÉBEC

Entre le quatrième trimestre de 2016 et le quatrième trimestre de 2017, le nombre de postes vacants a augmenté dans toutes les régions administratives, à l'exception d'une seule (Lanaudière). Les taux de postes vacants varient de 1,9 % à 3,3 % selon les régions, avec des hausses particulièrement notables dans les régions de Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale. Avec un taux de postes vacants de 2,5 %, l'Abitibi-Témiscamingue se situe au 6^e rang des 16 régions observées, ex æquo avec la Côte-Nord/Nord-du-Québec.

ET LES SALAIRES OFFERTS?

Toujours au dernier trimestre de 2017, le salaire moyen offert par les employeurs de la région pour les postes à pourvoir

s'est établi à 19,85 \$ de l'heure (19,50 \$ au Québec), en hausse de 1,00 \$ ou de 5,3 % comparativement au quatrième trimestre de 2016. L'Abitibi-Témiscamingue se classe au 3^e rang provincial quant au plus haut salaire moyen offert, après la Côte-Nord/Nord-du-Québec (22,70 \$) et Montréal (22,55 \$). L'offre salariale peut dépendre de divers facteurs, tels que la composition des postes vacants selon le secteur d'activité, la profession ou le type d'emploi. ■

Taux de postes vacants

> régions administratives, 4^e trimestre 2017

	Taux
Chaudière-Appalaches	3,3 %
Capitale-Nationale	3,1 %
Centre-du-Québec	2,8 %
Montréal	2,8 %
Montréal	2,6 %
Abitibi-Témiscamingue	2,5 %
Côte-Nord et Nord-du-Québec	2,5 %
Bas-Saint-Laurent	2,4 %
Estrie	2,4 %
Laval	2,4 %
Outaouais	2,3 %
Laurentides	2,1 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2,0 %
Mauricie	2,0 %
Lanaudière	1,9 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1,9 %
Ensemble du Québec	2,6 %

Nombre et taux de postes vacants

> Abitibi-Témiscamingue, trimestres de 2015 à 2017

	Nombre de postes vacants par trimestre				Taux de postes vacants			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
2017	1 240	2 000	2 535	1 785	1,8 %	2,8 %	3,5 %	2,5 %
2016	695	1 170	1 335	1 155	1,1 %	1,9 %	1,9 %	1,6 %
2015	705	1 385	1 015	780	1,0 %	2,2 %	1,5 %	1,2 %

Notes : Un poste est vacant s'il satisfait aux conditions suivantes :

- il est vacant à la date de référence (première journée du mois) ou le deviendra au cours du mois;
- il y a des tâches à accomplir durant le mois pour le poste en question;
- l'employeur cherche activement un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste.

Taux de postes vacants : Nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire l'ensemble des postes occupés et des postes vacants.

Source : Statistique Canada. **Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)**, Tableau 285-0001, 2018.

LOGEMENT

DOSSIER SUR L'HABITATION

— Valérie Shaffer

En 2016, l'Abitibi-Témiscamingue compte 64 575 ménages privés, soit 2 000 de plus qu'en 2011. Bien que les frais pour se loger soient à la hausse depuis plusieurs années, il coûte moins cher de se loger dans la région que dans l'ensemble du Québec. Présentation de quelques données relatives à l'habitation provenant du Recensement de 2016 de Statistique Canada.

D'entrée de jeu, il convient de préciser qu'un ménage privé fait référence à une personne ou à un groupe de personnes qui occupent le même logement et qui n'ont pas de domicile habituel ailleurs. De fait, le nombre de ménages privés est égal au nombre de logements privés occupés.

En 2016, sur l'ensemble des 64 575 ménages privés dans la région, 68 % sont propriétaires, 31 % sont locataires et moins de 1 % habitent des logements de bande. Le taux de propriété est plus élevé dans la région comparativement à l'ensemble de la province, où 61 % des ménages sont propriétaires.

Les deux tiers des ménages de la région comptent un soutien, c'est-à-dire une personne responsable de payer le loyer ou l'hypothèque et les frais qui s'y rattachent. L'autre tiers compte deux soutiens. Au Québec, la proportion est respectivement de 63 % et de 36 %, 1 % des ménages comptant trois soutiens ou plus.

Indicateurs relatifs à l'habitation

> MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2016

	Abitibi	Abitibi-Ouest	La Vallée-de-l'Or	Rouyn-Noranda	Témiscamingue	Région
Nombre de ménages habités par un propriétaire	7 510	6 865	12 230	11 970	5 385	43 965
Nombre de ménages habités par un locataire	2 905	2 165	6 615	6 885	1 645	20 210
Logement de bande	115	0	195	0	100	405
Ménages propriétaires¹	7 380	6 765	12 065	11 915	5 015	43 140
% de ménages propriétaires avec hypothèque	55,0 %	52,1 %	59,8 %	61,6 %	51,5 %	57,3 %
Frais de logement mensuels moyens pour les logements occupés par un ménage propriétaire (hypothèque, chauffage, électricité, taxes, etc.)	858 \$	727 \$	973 \$	976 \$	774 \$	893 \$
% de ménages propriétaires consacrant 30 % ou plus de leur revenu à se loger	8,1 %	8,4 %	9,2 %	8,6 %	10,0 %	8,8 %
Valeur moyenne des logements	197 460 \$	149 899 \$	220 681 \$	238 848 \$	158 124 \$	203 355 \$
Ménages locataires¹	2 890	2 160	6 555	6 885	1 610	20 095
Frais de logement mensuels moyens pour les logements occupés par un ménage locataire (loyer, chauffage, électricité, etc.)	644 \$	542 \$	664 \$	662 \$	562 \$	639 \$
% de ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu à se loger	26,6 %	27,6 %	28,5 %	30,6 %	26,5 %	28,6 %
Nombre total de logements privés occupés	10 525	9 030	19 040	18 850	7 130	64 575
Maison individuelle non attenante	7 205	6 815	10 400	10 025	5 240	39 675
Appartement dans un immeuble de cinq étages ou plus	5	5	180	55	5	245
Logement mobile	135	55	290	230	25	735
Autre logement attenant	3 190	2 160	8 175	8 540	1 855	23 915
Maison jumelée	295	175	750	1 110	340	2 670
Maison en rangée	210	115	380	120	340	1 160
Appartement ou plain-pied dans un duplex	680	545	2 025	1 665	525	5 440
Appartement dans un immeuble de moins de cinq étages	1 960	1 300	4 915	5 490	630	14 295
Autre maison individuelle attenante	50	25	105	145	25	355

1. Inclut les ménages avec revenu supérieur à zéro. Ainsi, le total des ménages propriétaires et locataires n'égal pas le total de logements privés occupés. Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2016.

Au fil des années, si le nombre de ménages augmente, leur taille diminue, une tendance observable ici et à l'échelle de la province. En 2016, on compte, en moyenne, 2,2 personnes par ménage et 2,3 au Québec. En 1991, la moyenne régionale était de 3,4 personnes et la moyenne provinciale de 3,3.

MÉNAGES LOCATAIRES

Dans la région, les ménages locataires déboursent, en moyenne, 639 \$ par mois pour se loger en 2016. Les territoires de Rouyn-Noranda et de La Vallée-de-l'Or ont les coûts les plus élevés, s'établissant à 662 \$ et à 664 \$ respectivement. La MRC d'Abitibi-Ouest est la moins dispendieuse avec des frais mensuels de 542 \$. La région se positionne avantageusement par rapport à la province puisque les coûts moyens y sont de 775 \$. Par rapport à 2011, il s'agit d'une hausse de 17 %, alors que les coûts d'habitation mensuels moyens se situaient à 547 \$ en Abitibi-Témiscamingue.

Au total, 29 % des ménages locataires consacrent 30 % ou plus de leurs revenus pour se loger. Au Québec, la part est de 34 %. Lorsque la part se situe au-dessous du seuil de 30 %, le logement est généralement considéré comme abordable.

La part de ménages locataires dans un logement subventionné est sensiblement la même dans la région (10 %) que dans la province (9 %).

MÉNAGES PROPRIÉTAIRES

Les ménages propriétaires dépensent, en moyenne, 893 \$ en frais mensuels de logement en 2016. Tout comme pour les locataires, il est plus dispendieux de se loger à Rouyn-Noranda et dans La Vallée-de-l'Or. Les coûts sont respectivement de 976 \$ et de 973 \$. Là encore, c'est dans la MRC d'Abitibi-Ouest que les frais sont les plus bas, à 727 \$ par mois. Au Québec, les frais sont de 1 085 \$. En 2011, les frais mensuels moyens pour se loger dans la région étaient de 721 \$. Il s'agit d'une hausse de 24 %.

Toujours chez les ménages propriétaires, la valeur moyenne des logements se situe à 203 355 \$. Au Québec, elle est de 290 484 \$.

La part des ménages propriétaires d'ici qui dépensent plus de 30 % de leurs revenus pour se loger se situe à 9 %, une proportion nettement inférieure à celle des ménages locataires de la région. D'ailleurs, 43 % des

✓ L'ACHAT ET LA VENTE

Les prix de vente des résidences unifamiliales est à la hausse depuis plusieurs années. En 2007, le prix moyen en agence se situait à 108 309 \$. Il a grimpé à 171 673 \$ en 2012, pour s'établir à 191 447 \$ en 2017¹.

On peut envisager que l'avantage demeurera pour les vendeurs puisque le nombre de propriétés résidentielles à vendre connaît une importante diminution. Quand on compare les statistiques du marché immobilier du premier trimestre de 2018 à celles du premier trimestre de 2017, les trois agglomérations de la région connaissent une baisse du nombre de propriétés à vendre (unifamiliales, copropriétés et plex) en agence. À Amos, la variation est de -5 % (pour un total de 86 propriétés à vendre), à Rouyn-Noranda, elle est de -13 % (240 propriétés) et à Val-d'Or, elle est de -22 % (215 propriétés)².

Sources :

1. Fédération des chambres immobilières du Québec (FCIQ) par le système Centris.

2. FCIQ par le système Centris, **Baromètre du marché résidentiel pour le 1^{er} trimestre 2018**.

propriétaires n'ont pas d'hypothèque. Dans l'ensemble de la province, 13 % des ménages dépensent 30 % ou plus de leurs revenus en logement et 38 % n'ont pas d'hypothèque.

ÉTAT DU LOGEMENT

Un logement occupé sur trois a été construit en 1960 ou avant. Un peu plus d'un logement sur trois a été construit entre 1961 et 1980. Les autres l'ont été après 1980.

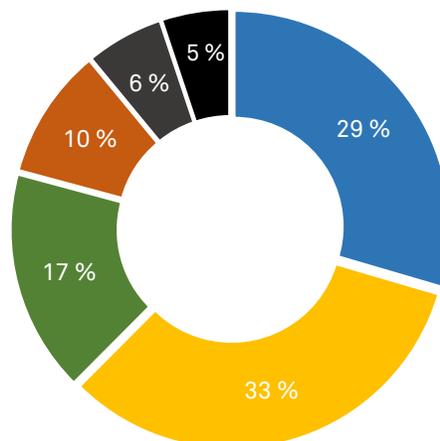
En moyenne, les logements de la région comptent 6,1 pièces. Le nombre moyen au

Québec est de 5,8 pièces. Les logements de 1 à 4 pièces et ceux de 8 pièces et plus sont les plus nombreux. Par ailleurs, seulement 1,7 % des ménages privés déclarent avoir un logement de taille insuffisante pour répondre à leurs besoins.

Plus de 91 % des ménages, locataires ou propriétaires confondus, considèrent que leur logement ne nécessite qu'un entretien régulier ou des réparations mineures. Des réparations majeures sont requises dans 9 % des cas, soit pour 5 580 logements. ■

Logements privés occupés selon la période construction

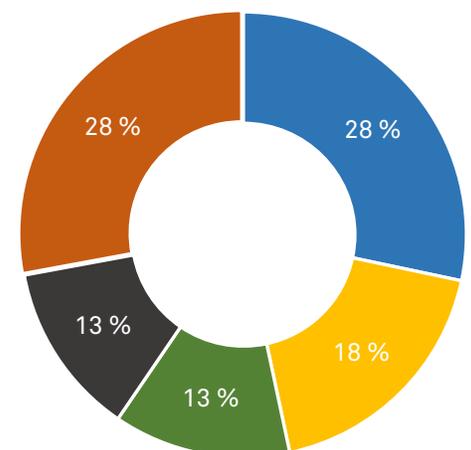
> Abitibi-Témiscamingue, 2016



■ 1960 ou avant ■ 1961 à 1980
■ 1981 à 1990 ■ 1991 à 2000
■ 2001 à 2010 ■ 2011 à 2016

Logements privés occupés selon le nombre de pièces

> Abitibi-Témiscamingue, 2016



■ 1 à 4 pièces ■ 5 pièces
■ 6 pièces ■ 7 pièces
■ 8 pièces ou plus

ÉCONOMIE

SCEAU RÉGIONAL

— Mariella Collini

Avec une contribution de l'ordre de 8 % à l'économie régionale en 2015, le secteur de la fabrication de l'Abitibi-Témiscamingue appuie largement son activité économique sur ses ressources naturelles. Tendances récentes de ce secteur.

1 De 2013 à 2015, les revenus des biens fabriqués en Abitibi-Témiscamingue s'inscrivaient dans une tendance baissière, passant de 4,4 G\$ en 2013 à 4,0 G\$ en 2014, puis à 3,9 G\$ en 2015. Il s'agit d'une tendance contraire à celle qui prévaut dans l'ensemble du Québec, alors que la valeur des ventes manufacturières était en augmentation constante au cours de cette période. Par voie de conséquence, le poids du secteur de la fabrication de la région à l'échelle du Québec est passé de 3,1 % en 2013 à 2,6 % en 2015.

2 En 2015, un peu plus de 317,5 M\$ ont été versés en salaires et traitements (gains bruts excluant les avantages sociaux) à la main-d'œuvre manufacturière, qu'il s'agisse de personnes travaillant à la production et au montage ou de celles affectées à des activités non manufacturières (emplois de nature administrative par exemple). Si l'année 2014 affiche une diminution de la masse salariale manufacturière par rapport à 2013, l'année 2015 se caractérise par une bonification de l'ordre de 6 % par rapport à 2014.

3 Toujours en 2015, l'activité manufacturière générait au total quelque 5 479 emplois en Abitibi-Témiscamingue, parmi lesquels plus des trois quarts (77 % ou 4 245) étaient associés directement à la production et au montage (incluant aussi l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage et l'emmagasinage, etc.). Les données disponibles à l'heure actuelle ne nous permettent pas de dresser une évolution récente de l'emploi manufacturier dans la région.

Principaux indicateurs du secteur manufacturier

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, 2013, 2014 et 2015

	2013	2014	2015
Revenus des biens fabriqués	4 343 256 000 \$	4 009 088 000 \$	3 916 495 000 \$
Salaires et traitements	305 239 000 \$	299 697 000 \$	317 550 000 \$
Emplois totaux	n.d.	n.d.	5 479
Emplois à la production	n.d.	n.d.	4 245

Note : À partir de l'année de référence 2013, Statistique Canada a apporté des changements méthodologiques importants à *L'Enquête annuelle sur les industries manufacturières et de l'exploitation forestière* (EAMEF). La nouvelle méthodologie n'étant pas adaptée à une échelle régionale, l'ISQ a entrepris des travaux pour diffuser certaines données sur une base régionale. Comme la méthodologie diffère de celle précédemment utilisée, il faut faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de comparer les données courantes aux données historiques antérieures à 2013.

Source : Institut de la statistique du Québec (ISQ). **Le manufacturier en bref, Les statistiques régionales du Québec, 2013, 2014 et 2015**, 2017.



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université, bureau F-102.1
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@observat.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 200 abonnements

EN VITRINE

Un partenariat établi entre Services Québec – Direction régionale Abitibi-Témiscamingue et l'Observatoire a permis la réalisation d'un portrait socio-économique 2016 de la région. Cliquez sur l'image pour en prendre connaissance!



SORTI DES PRESSES

Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), **Retombées économiques régionales d'un salaire minimum à 15 \$ de l'heure, 2018**.

Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Mines en chiffres – La production minérale au Québec en 2016 et**

Les naissances au Québec et dans les régions en 2017, 2018.

Bellot, Sylvie, **Portraits de santé de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses territoires**, CISSS-AT, 2018.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), **L'organisation municipale au Québec en 2018**.

Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, **Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue – Édition 2018**.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), **Portrait de la relève agricole au Québec en 2016, 2018**.

Bureau du surintendant des faillites Canada, **Statistiques sur l'insolvabilité au Canada 2017, 2018**.

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), **Fly-in/fly-out et santé psychologique au travail dans les mines : une recension de écrits, 2018**.

Bonne lecture !